

La SFP : de l'érudition à la citoyenneté

« Une société savante est une association d'érudits, leur permettant de se rencontrer, d'exposer le résultat de leurs recherches, de se confronter avec leurs pairs, spécialistes du même domaine, et enfin de diffuser leurs travaux via une revue » (Wikipedia)



Au cours des Journées de la matière condensée à Toulouse (JMC10) en août 2006, nous avons organisé un forum sur le rôle de la SFP aujourd'hui. Cette réunion avait été préparée par un questionnaire où il était demandé de classer les actions de la SFP par ordre de priorité. Sur une quarantaine de réponses, c'est l'intervention de la SFP dans « la politique de la science » qui a été mise en tête, puis les « débats sur science et société », « réunions scientifiques » et les « coopérations internationales ». À la question « Quel sens donnez-vous à votre appartenance à la SFP ? », les réponses les plus typiques étaient : appartenir à une communauté, médiatiser la physique, emploi des jeunes, soutenir la lutte en faveur de la connaissance et lutter contre l'obscurantisme. Si on donne quelque crédit à ce sondage - très partiel, il est vrai - il apparaît que la SFP devrait plus fortement s'impliquer dans les grands débats de la science et de la société.

Dans ce numéro 2 de *Reflets de la Physique*, nous publions la deuxième partie de la Table ronde sur la politique de recherche, ce qui va tout à fait dans ce sens. J'espère que les lecteurs apprécieront la liberté de ton des diverses interventions, montrant ainsi que la SFP n'est inféodée à aucune institution. Si les enjeux de recherche et de la formation universitaire n'avaient pratiquement pas été abordés lors des campagnes électorales de 2002, nous espérons que cela ne sera pas le cas en 2007. Dans le contexte électoral actuel, il a été suggéré de préparer un questionnaire sur la politique de la recherche et de la formation, auquel répondraient les candidats et les partis politiques au cours des prochains mois. Des contacts ont été pris avec nos sociétés sœurs telles que la Société Mathématique de France et la Société Française de Chimie, pour élaborer ensemble ce questionnaire. Les sections locales, ainsi que tous les membres de notre société, pourraient être consultés ces prochains jours.

À l'évidence, la fragmentation de la communauté scientifique autour de la physique et de ses applications en de nombreuses sociétés, diminue notre visibilité et notre crédibilité auprès des pouvoirs publics. L'initiative prise récemment par

certaines de nos collègues de créer le Groupe d'action pour la physique (G2P), réunissant neuf sociétés, est une étape importante dans ce rapprochement. Cela n'est pas contradictoire avec un partenariat beaucoup plus engagé – congrès conjoints, publications croisées, adhésions multiples – avec certaines sociétés très proches de la SFP, telles que les Sociétés Françaises d'Optique, d'Astrophysique, d'Acoustique.

Il existe aujourd'hui une demande « citoyenne » concernant l'usage équitable des découvertes, l'aide que la science et la technologie peuvent apporter au développement durable de nos sociétés « de la connaissance », ainsi qu'une information accessible des progrès de la recherche. Cette exigence est mondiale : elle devrait être intégrée dans nos pratiques. Par exemple, il serait opportun que les contrats attribués par l'ANR, comportent un engagement à mener des actions de vulgarisation auprès du grand public, ou encore auprès des lycéens dans les établissements difficiles, pourquoi pas, comme c'est le cas aujourd'hui aux USA à travers la partie *outreach* des contrats de recherche de la NSF. Les conférences sur les ressources en énergie, les dangers du réchauffement climatique et l'effet de serre, co-organisées par la SFP et les collectivités territoriales, ont été très suivies. La meilleure formule semble être aujourd'hui triangulaire : c'est celle qui fait débattre scientifiques, industriels et société civile et « politiques ». Les nanosciences et nanotechnologies, par leur développement fulgurant et fondamentalement interdisciplinaire, soulèvent des questions d'éthique pour les chercheurs : « leur liberté de la recherche, essentielle pour la créativité, doit être accompagnée par un sens aigu des responsabilités individuelles et sociales », suivant la formulation du comité d'éthique du CNRS (COMETS-CNRS, octobre 2006). Dans ce contexte, il serait souhaitable que chaque colloque de la SFP fasse place pour des débats sur ces problèmes très actuels.

Roger Maynard